

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# le quotidien du peuple

VENDREDI  
14  
NOVEMBRE  
1975  
N° 34  
1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## PORTUGAL les maçons assiègent sao bento le 6eme gouvernement menace ruine

De notre correspondant

Au Portugal, le sixième gouvernement provisoire, à domination social-démocrate, est aux abois. Affolé par son impuissance, le premier ministre, l'amiral Pinheiro de Azevedo, n'a plus rien trouvé qu'une grossièreté à répondre aux travailleurs du bâtiment.

Leur manifestation, une des plus importantes qui aient rassemblé la classe ouvrière à Lisbonne ces derniers mois, avait à l'origine des motifs revendicatifs. Commencée mercredi après-midi, elle se poursuivait encore dans l'après-midi du jeudi. Dans la journée de mercredi, les travailleurs rassemblés autour de Sao Bento, siège du gouvernement et de l'assemblée nationale, avaient en effet rejeté un protocole d'accord passé entre les ministres et la direction de leur syndicat.

Deux points demeuraient en litige : le niveau du salaire, de 4 500 escudos pour un manoeuvre (750 F), pour lequel le gouvernement accordait 5 000 escudos, alors que les ouvriers en réclamaient 6 500 ; et d'autre part la date de signature effective de l'accord, que les travailleurs exigeaient séance tenante.

Vingt-quatre heures durant, les députés et le gouvernement ont ainsi été assiégés par la foule des manifestants, qui avaient dressé des barrages à l'entrée de la place, interdisant l'accès à toute autre personne. Les ouvriers ayant finalement permis aux députés de s'en aller, ont occupé un certain temps, jeudi après-midi, le palais Sao Bento. En même temps, un autre groupe de travailleurs investissait la résidence personnelle du premier ministre, franchissant même le mur d'enceinte de sa propriété. (suite p. 8)

### DERNIERES NOUVELLES

19 h. Les ouvriers occupent toujours la place autour du palais Sao Bento ; ils ont renforcé avec des camions les barrages déjà en place ; des camions de paysans en provenance de Beja et Evora arrivent sur Lisbonne en renfort. Armés de barres de fer et de bâtons, les travailleurs du bâtiment ont fixé à 22 h. l'ultimatum pour la signature de l'accord. Dans le camp adverse, le Parti Socialiste et le Parti «Populaire Démocratique» mobilisent tous leurs militants dans leurs sièges respectifs. C'est une véritable épreuve de force qui s'engage.

## air france rassembler tous les atouts pour gagner



Depuis plusieurs jours, les révisionnistes de la direction CGT propageaient la venue de Séguy à l'aéroport de Roissy. Jusqu'à hier matin, comme à Orly Nord, où ils expliquaient que «c'était très important». En fait, hier à 15 H, il n'y avait pas beaucoup de monde pour venir l'applaudir : «il n'y a personne, 1 000, 1 500 grand maximum sur plus de 10 000 qu'on est, et pas tellement de grévistes» constataient des militants CGT. On comprend aisément ce manque d'enthousiasme pour les tentatives des faux communistes du P.C.F. qui ont accaparé la direction de la CGT, de récupérer le mouvement et de le dévoyer. D'entrée de jeu, Séguy devait déclarer : «la seule solution au conflit, c'est de s'asseoir à la table des négociations et de négocier». Certains jeunes s'indignèrent : «il semble ignorer qu'on est en lutte depuis 5 semaines et que c'est le seul moyen pour faire plier la direction». Oui, les travailleurs d'Air France, alors qu'ils viennent de déjouer la dernière manœuvre de la direction la lutte mais débattent de comment mettre tous les atouts de leur côté pour remporter la victoire. (voir page 5)

## demain samedi, le QUOTIDIEN DU PEUPLE dans les kiosques paris-rhone (lyon) usine occupee

Depuis hier matin les ouvriers de Paris-Rhône occupent leur entreprise, exigeant 250 F pour tous. Cette occupation est la suite des mouvements qui se sont succédés depuis une dizaine de jours et aux travers desquels on voyait grandir la combativité des ouvriers de Paris-Rhône. Avant hier, le 12, les deux syndicats CGT et CFDT appellent à un débrayage à 14 H pour décider des formes d'action, la CFDT est pour la grève illimitée, la CGT pour des débrayages de 2 ou 3 H par jour. Un vote est organisé, à bulletin secret : 880 travailleurs sur 1 200 se prononcent pour la grève

totale. Dans l'après-midi une information est faite à toutes les sorties : c'est la grève. Hier matin, l'occupation est décidée malgré certaines réticences exprimées par la direction de la section CGT.

«Il y a du travail c'est justement le moment pour faire grève, le patron n'a qu'à se débrouiller, tant pis pour ses commandes, qu'il nous paie !» Les ouvriers du 8ème s'organisaient hier matin pour contacter leurs camarades des autres usines Paris-Rhône.

de notre correspondant

A partir de cette semaine, répondant à l'appel de nombreux lecteurs «le Quotidien du Peuple» paraîtra six jours sur sept et donc le samedi. C'est un premier succès dans la bataille et la souscription de 15 millions lancées il y a 2 semaines pour étendre la parution au samedi et élargir la pagination. Le numéro de demain paraîtra sur 12 pages, 4 pages étant consacrées aux journées d'action contre le chômage appelées à l'initiative du PCR (ml)

POUR SUIVRE LA BATAILLE  
POUR UN 12 PAGES PERMANENT



# la vie du journal

## dans notre courrier

### NOUS SOMMES BEAUCOUP A COMPTER SUR VOUS.

Le Quotidien du Peuple se détache du reste de la presse prétendue révolutionnaire, mais il a encore beaucoup à faire pour s'améliorer et nous sommes beaucoup à compter sur vous.

B. Paris

La première victoire est que le Quotidien paraisse, la deuxième, et certainement la plus importante, est qu'il devienne réellement le Quotidien du Peuple.

Pour cela ce journal doit sortir de ce cadre que forment les différents journaux des groupes d'extrême-gauche. Le Quotidien du Peuple en diffère par le fait qu'il est quotidien, mais aussi par ce qui est inscrit dans ses pages. A ce propos faites attention à l'austérité dans la présentation du journal (...)

N'étant pas à votre Parti, je ne connais que par le Quotidien ses activités. Je pense qu'il serait nécessaire pour le développement de celui-ci que vous multipliez les manifestations, les meetings... Il faudrait aussi que vous organisiez des actions, interventions « spectaculaires » (dans les gares, les métros).  
Un lycéen de Paris.

### PAR DELÀ LA FRONTIÈRE.

Votre journal m'aide beaucoup pour militer même par delà la frontière. Ce que j'apprécie le mieux, c'est vos informations internationales, par exemple, au sujet du Sahara occidental, de même que vos reportages sur les luttes ouvrières en France...  
J.D. Luxembourg

### RÉPONSE À UNE LECTRICE (COURRIER DU NUMÉRO 30).

Cette dame se demande comment sont calculés les impôts locaux, quels moyens de contrôle on peut avoir.

La même question a été posée à la dernière réunion du Comité de Lutte Contre le Chômage de Montrapon (Besançon). En effet, d'une année sur l'autre, d'un ménage à l'autre, les chiffres changent sans qu'on comprenne pourquoi. Et ce n'est pas en tournant dans tous les sens la feuille jaune que nous envoie la mairie (soi-disant socialiste) qu'on trouvera la solution. Par rapport à ça, nous avons décidé deux choses :

- Enquêter auprès des services de la mairie pour connaître leur barème de calcul,
- Et sur notre quartier, comparer nos impôts, les calculer nous-mêmes.

Le Comité de Lutte Contre le Chômage de Montrapon

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :  
Y. CHEVET  
Imprimé par L.M.F.  
Diffusé par les NMPP

### DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :  
QUOTIDIEN DU PEUPLE  
en téléphonant au :  
208 65 61 PARIS  
de 8h30 à 13h.

### UNE RÉUNION DE LECTEURS.

Un lecteur régulier -livreur- trouve très utile les articles télé pour donner un aspect critique.

Les travailleurs trouvent très intéressants et nécessaires ces articles. Certains pensent les afficher dans les cages d'escalier. C'est un moyen d'engager la discussion et de faire connaître le journal !

Nous en avons discuté au cours de la dernière réunion des lecteurs du journal. La page «littes» intéresse aussi par son style dialogué ou les interviews montrent que ce sont les travailleurs qui ont la parole. On souhaite voir le courrier des lecteurs prendre le plus possible la forme d'un échange de lecteurs à lecteurs.

Correspondant Salins

### APRÈS NOTRE APPEL À VOS TÉMOIGNAGES SUR LES CONDITIONS DE VIE DES VIEUX TRAVAILLEURS.

Je lis chaque matin le Quotidien du Peuple en allant à mon travail (liquidatrice dans une Caisse Complémentaire de Retraite). (...)

Lorsque je serai en possession d'éléments suffisants sur le problème des retraités, j'essaierai de faire un article de synthèse. Le montant si peu élevé d'une retraite d'ouvrier ou d'employé pour une longue vie de travail dans bien des cas. La mort survenant trop souvent assez peu de temps après cette retraite, la conjointe ne bénéficiant que d'une reversion de 60 %, le conjoint 50 %, les enfants 30 %... «Ma» caisse, bien que fonctionnant sous le régime de la loi de 1901, possède maintenant de nombreux immeubles... Autant de faits qui mériteraient d'être mieux connus des travailleurs.

M.J.C. Paris



### un 11 novembre pas comme les autres

A l'occasion du 11 novembre, notre correspondant à Lyon, est allé effectuer un reportage à Saint Martin d'Estrehaut. C'est un 11 novembre bien particulier qui se déroule chaque année dans ce village.

Sur la place de Saint Martin d'Estrehaut le 11 novembre : 2 anciens combattants égrenent la liste des enfants du pays morts dans la boucherie criminelle de 14/18 ; nous sommes bien loin d'une cérémonie comme celle de la bourgeoisie sur les Champs Elysées. Sur le monument, on a gravé «Maudits soit la guerre et ses auteurs...» «C'est bien la vérité qui est inscrite... nous disent tous ceux avec qui nous engageons la conversation. Le buraliste s'avance et nous raconte : «Ce monument a été souvent barbouillé, parce qu'il n'était pas conforme mais à chaque fois nous avons protesté... Une fois, en 1904, il y a eu une grande manifestation qui a rassemblé tous les gens du pays et des alentours /... Après le dépôt d'une gerbe, les jeunes comme les vieux se retrouvent au café. Là, la conversation continue. Quatre anciens nous invitent à leur table ; ils s'insurgent contre la suppression du 8 mai. «Pour Giscard, la dernière guer-

re cela ne compte pas pour lui : c'est parce que c'est la Résistance qui a permis la victoire et que ça le dérange...»

Pour eux comme pour les jeunes du pays, l'armée telle qu'elle est, ne peut pas servir à grand'chose. «Ici, nous sommes contre l'armée comme elle est aujourd'hui» dit un jeune. «Moi, je comprends les jeunes lorsqu'ils manifestent contre la loi Debré...» ajoute un vieux. Au café de la place, résistants comme jeunes remettent en cause l'armée bourgeoise.

C'est cela le 11 novembre à Saint Martin d'Estrehaut.

Correspondant Lyon

### communiqués

Meeting - Samedi 15 novembre  
Rue Molière à Lille  
à partir de 15 heures

avec :

- représentant du FRAP, du Front Polisario
- camarades chiliens (réfugiés)
- camarades tunisiens
- comité de soutien aux prisonniers en République Fédérale Allemande
- diapos sur l'Espagne
- orchestre chilien : le groupe COZCAYAN

Demain samedi 15 vous trouverez votre Quotidien du Peuple en kiosque, comme tous les autres jours. Il paraîtra sur douze pages en raison des journées d'action contre le chômage. C'est une première victoire dans cette bataille que nous avons engagée pour une parution plus abondante et plus fréquente. C'est votre victoire, vous tous qui nous avez écrit, encouragés, et qui avez répondu avec un grand enthousiasme à notre appel pour les 15 millions. Nous publierons demain cette première liste de souscription qui nous permet désormais de paraître six jours sur sept.

Continuons notre effort !

En avant vers un douze pages quotidien !

Rassemblons les 15 millions !

### POUR UN 12 PAGES QUOTIDIEN

## RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS TOUT DE SUITE

### je souscris

10 F     50 F     100 F    \_\_\_ F

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

### JE M'ABONNE

250 F    1 AN    80 F    3 MOIS  
150 F    6 MOIS    30 F    1 MOIS

Nom .....  
Profession.....  
Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

## gagnons la bataille de la diffusion

### Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie .....  
(nom précis de la librairie)

au kiosque .....  
de Monsieur ..... rue ..... n° ..... ville .....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt .....(nombre)



# les travailleurs et la crise

Le débat qui s'est instauré nous a permis de montrer en quoi cette crise est dans son fond politique, qu'elle affecte les rapports de domination de classe. Aujourd'hui c'est une nouvelle série de questions qui sont posées dans le prolongement même de ce débat : comment faire payer cette crise à la bourgeoisie ? Comment surmonter les obstacles, en un mot : comment lutter ? Cette question

de nombreux travailleurs se la posent face au chômage qui se développe dans notre pays. Comment rompre l'isolement des chômeurs ? L'unité populaire est possible mais sur quelle base et comment la construire ? Demain dans le cadre des 4 pages supplémentaires sur le chômage du Quotidien du Peuple, nous montrerons comment à Besançon, le comité de lutte contre le chômage qui s'est créé

sur le quartier de Montrapon développe une telle lutte et remporte un certain nombre de victoires.

Mais pour engager la lutte il nous faut d'abord revenir sur les arguments et les principales propositions de la bourgeoisie et de la gauche face au chômage - c'est ce que nous développons aujourd'hui -



## CE QU'ILS PROPOSENT.

### le gouvernement...

Pour tenter d'imposer le chômage, la bourgeoisie a pris toute une série de mesures démagogiques qui voudraient nous faire croire que le chômage est malgré tout acceptable voir même avantageux. Les causeuses de Giscard sur la «nouvelle croissance», la «qualité de la vie» visent précisément ce but. A en croire la bourgeoisie les travailleurs auraient en quelque sorte la «chance» de pouvoir moins travailler, avec des horaires à la carte ; et dans leur «temps libre» ils pourraient s'instruire, se former, bénéficier de la retraite plus tôt qu'auparavant. Bref, ce qui est proposé aux travailleurs aujourd'hui c'est une sorte de «socialisme de la misère», de «chômage heureux» et les grands moyens d'information (presse, télé, radio) mènent aujourd'hui une campagne d'envergure pour tenter de justifier le chômage et la misère qu'il entraîne.

Toutes les mesures de la bourgeoisie visent à la fois à camoufler le chômage et à tenter de briser la révolte des travailleurs par la démagogie et la division. Examinons plus précisément quelques unes de ces mesures.

**LES 90% DE SALAIRES PROMIS AUX TRAVAILLEURS LICENCIÉS POUR «MOTIFS ÉCONOMIQUES»**

Cette première mesure vise à tenter de briser la lutte contre les licenciements sous le prétexte que l'ouvrier licencié touchera 90% de son salaire. Elle veut aussi établir une division entre ceux qui ont la chance ou espèrent toucher les 90% et ceux qui ne reçoivent rien ; entre les travailleurs actifs et les chômeurs. C'est ce que nous dit explicitement la revue «le nouvel économiste» en interviewant un agent de maîtrise en chômage : «c'est malheureux de toucher de l'argent qui vous tombe du ciel, surtout quand on pense qu'il y a des gens qui travaillent et qui n'arrivent même pas à en gagner autant». On ne saurait être plus clair : «les travailleurs en chômage sont des privilégiés, ils n'ont pas à lutter».

En fait, une enquête effectuée il y a quelques mois estimait à environ 11000 le nombre des travailleurs qui auraient bénéficié de cette mesure. Seulement 3% des chômeurs perçoivent des ressources équivalentes approximativement à 50% de leurs salaires antérieurs. Les luttes contre les licenciements qui se sont multipliées depuis la rentrée ont montré que les travailleurs rejettent le chantage des 90%.

### LA FORMATION PROFESSIONNELLE

«Il s'agit de donner le goût d'une vie différente» déclarait Delore, ancien conseiller de Chaban Delmas. En mettant un certain nombre de travailleurs en stage de formation, la bourgeoisie prétend trouver une solution au chômage en particulier pour les jeunes ; en guise de solution il ne s'agit ni plus ni moins que d'une tentative pour camoufler le chômage. Et c'est toute l'idée que le chômage est le résultat d'un manque de travailleurs qualifiés qui est développée. La réalité démontre précisément l'inverse : parmi ceux qui sont formés par la FPA une minorité trouve du travail. Les patrons préfèrent les CAP aux FPA, ils préfèrent embaucher des travailleurs comme OS pour justement ne pas avoir à payer la qualification. Mais former n'est pas le vrai but des patrons, il s'agit plutôt d'empêcher les travailleurs de lutter en développant l'arrivisme et l'individualisme par le mythe de l'avancement et du reclassement : au lieu de lutter contre les bas salaires, la bourgeoisie espère développer l'idée des augmentations grâce à la promotion ; au lieu de lutter contre les conditions de travail qu'on leur impose, les travailleurs pourraient changer de poste grâce au recyclage.

### L'ABAISSMENT DE L'ÂGE DE LA RETRAITE

Aujourd'hui le gouvernement semble disposé à faire des concessions mais bien à son profit. La pré-retraite est déjà largement développée par les patrons : à Berliet, Thomson-Brandt, Poclair, dans la sidérurgie... des milliers de travailleurs sont mis à la retraite anticipée et voient ainsi leur salaire amputé chaque mois de 30% à 50%. C'est un moyen de plus pour camoufler les licenciements et pour diviser : les vieux travailleurs seraient en quelque sorte responsables du chômage des jeunes et c'est cette même logique que reprennent révisionnistes et réformistes en développant l'idée : «mieux vaut un retraité qu'un chômeur».

Ainsi ces quelques mesures que propose la bourgeoisie pour lutter contre le chômage, outre leur caractère démagogique pour camoufler le chômage montrent clairement à quoi elles visent : instaurer la division entre les travailleurs, empêcher par tous les moyens le développement des luttes. La campagne policière de Poniatowski, l'intervention systématique de la police contre les piquets de grève et les occupations d'usine prouvent justement la faible emprise des propositions du gouvernement Giscard. Le renforcement de l'appareil répressif de la bourgeoisie est un aveu de son incapacité à dupes les masses.

### la "gauche"...

Au chapitre emploi du programme commun on peut lire : «la généralisation du perfectionnement professionnel et du recyclage facilitera le plein emploi ; dans l'immédiat, les indemnités de chômage seront revalorisées et leur attribution élargie ; l'agence nationale pour l'emploi verra son rôle et ses moyens réorientés et amplifiés, elle sera partie prenante de la politique de formation et de recyclage ; le plan prévoiera le nombre de travailleurs immigrés chaque année afin de définir les mesures économiques et sociales à prendre». Le gouvernement Giscard s'est pour le moins inspiré de ces mesures du programme commun : 90%, généralisation de la formation professionnelle, arrêt de l'immigration... et les travail-

leurs peuvent aujourd'hui juger sur pièces.

Le P«C»F reprend ces propositions, Marchais par exemple demande «la suppression de tous les licenciements»...mais c'est pour ajouter aussitôt, «sans reclassement préalable», comme il est dit dans le programme commun. C'est une attaque directe contre les milliers d'ouvriers qui aujourd'hui luttent sur le mot d'ordre : «non aux licenciements».

Mais c'est parce que les travailleurs se font de moins en moins d'illusions sur le programme commun de la gauche, que le P«C»F insiste tant aujourd'hui sur la réforme des structures, sur les nationali-

sations qui doivent accompagner les mesures strictes sur l'emploi. Le P«C»F a lui aussi son plan de relance de l'économie, il propose une série de mesures qui seraient applicables immédiatement. C'est le fameux plan de «relance de la consommation». Le raisonnement du P«C»F est simple : il s'agit par toute une série de mesures (relèvement des salaires, pensions et retraites, doublement des allocations familiales, blocage des loyers), d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs et donc de relancer l'économie : les travailleurs ayant plus d'argent achèteraient plus et donc il y aurait une plus forte demande vis-à-vis des industries. En fait, le P«C»F veut convaincre et rassurer une série de couches de la bourgeoisie (ingénieurs, cadres...) que son plan est raisonnable parce que précisément il vise à relancer l'économie : «augmenter les salaires, développer la consommation, c'est permettre de développer le marché intérieur et donc de relancer la production capitaliste». Les luttes des travailleurs pour des augmentations de salaire, le P«C»F compte bien les utiliser dans ce cadre, comme soutien à son plan.

Le gouvernement Giscard n'est pas prêt aujourd'hui à accepter un tel plan car il n'est pas du tout sûr face au développement des luttes de la classe ouvrière, de pouvoir un jour récupérer ce qu'il aurait à céder aujourd'hui. Le P«C»F lui, compte bien sur son influence sur la classe ouvrière pour, une fois au pouvoir, appliquer ces mesures : augmenter quelque peu les salaires et relancer l'exploitation capitaliste pour son propre compte.

En mettant en avant un plan de relance, les faux communistes répandent l'idée que le développement de la production supprimerait en quelque sorte le chômage, que les ouvriers ont intérêt à la relance économique du capitalisme. Mais le développement de la production si fort qu'il soit n'a jamais supprimé le chômage. De 1962 à 1973, dans une période précédant la crise, le chômage a plus que doublé et en 1973, année d'essor économique, les statistiques officielles dénombreaient 400 000 chômeurs. Les travailleurs savent par expérience ce que vaut la relance économique dans le cadre du système capitaliste : bas salaires, dégradation des conditions de travail, intensification du travail, et le développement des luttes de la classe ouvrière depuis 68 prouve justement que le capitalisme, qu'il soit en crise ou non, est toujours synonyme d'exploitation et de misère. C'est en fait un point de vue extérieur à la classe ouvrière : celui de gestionnaire du capitalisme que le P«C»F veut imposer. C'est qu'il y a intérêt : il s'agit pour lui une fois au pouvoir de former une nouvelle bourgeoisie qui continuerait sous une nouvelle forme l'exploitation capitaliste.



NANCY :

Vendredi 14 - 20 h 30  
REUNION AU LOCAL DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
19 rue St Julien

«Construisons les comités de lutte contre le chômage». Avec les travailleurs en lutte contre les licenciements et le chômage partiel.

PARIS

Samedi 15

9 h 30 : Conférence de Presse avec les travailleurs italiens du foyer 9 rue Caillé.  
Les conditions de logement dans ce foyer et la lutte pour leur amélioration.

11 h 00 : Rassemblement public devant la mairie du 18<sup>e</sup> - Délégation  
14 h 30 : Projection-Débat sur la lutte contre les licenciements de l'imprimerie avec des ouvriers de Darboy

MONTCEAU-les-MINES

Le Comité de Lutte contre le Chômage vient de sortir le premier numéro de son bulletin : «A l'offensive». Des jeunes, des femmes, des ouvrières du textile et des travailleurs actifs s'expriment largement dans ce bulletin, ils montrent comment le chômage se manifeste sur Montceau et les moyens de lutter.

Samedi 15 et dimanche 16 le comité de lutte interviendra massivement sur la ville, en particulier sur la ZUP de Plessis, à l'ANPE et sur les usines menacées comme Gerbe, Cothenet... Il y a beaucoup de gens qui ont été contactés mais ce qui est important c'est de connaître encore plus précisément ce dont les familles ouvrières ont besoin, c'est pourquoi nous voulons intervenir plus particulièrement sur un quartier. Pour tout contact, écrire ou passer chez Mr Perret Jean Christian Bâtiment G - n° 29 - ZUP du Plessis (rez-de-chaussée)

Correspondant Montceau

#### ROUBAIX

«Comment lutter contre le chômage ?»  
vendredi 14 novembre 19H30  
salle La Solidarité  
106 Bd de Belfort  
MEETING-DÉBAT



politique

MOULINS : UN PATRON EN PRISON

Malgré les ennuis encourus par le juge Charette lorsqu'il avait écroué un patron, un juge n'a pas hésité à écrouer un autre patron. Melle Chauveau, juge d'instruction au parquet de Moulins vient d'écrouer M. Jean Planche, patron d'une entreprise de bâtiment de Vichy d'homicide involontaire et d'infraction aux règles de sécurité pour un accident mortel survenu en octobre sur un de ses chantiers, accident qui avait coûté la vie à un ouvrier.

NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LE JUGE PASCAL

Après son inculpation pour «violation du secret de l'instruction», le juge Pascal risque de nouvelles poursuites. Le notaire Leroy et Madame lui réclament 535 millions d'anciens francs à titre d'indemnisation pour avoir été écroué et inculpé abusivement pour le meurtre de Brigitte Dewèvre.

UN OUVRIER TUNISIEN COUPABLE D'AVOIR RÉAGI A DES INSULTES RACISTES FAIT LA GRÈVE DE LA FAIM.

Said Jetila, ouvrier à Yoplait manque de se faire écraser par une voiture. Le conducteur sort, crie des injures racistes, s'attaque à Jetila. Celui-ci prend peur, se défend, son agresseur est blessé. Depuis, Jetila, qui s'est présenté spontanément à la police, est détenu et le juge d'instruction refuse la mise en liberté. Chapron, responsable de la mort d'un ouvrier dans son usine, avait été immédiatement libéré, lui...

PRÉVISION OFFICIELLE : 1,4 MILLION DE CHÔMEURS EN 1976

Comme pour faire écho à Ceyrac qui expliquait dernièrement qu'il fallait s'attendre à de nouveaux licenciements, et qu'il n'y aurait pas d'amélioration du «marché de l'emploi» - ce monsieur n'aime pas beaucoup parler du chômage -, le Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques prévoit pour 1976 qu'il y aura entre 1,1 million et 1,4 million de chômeurs. Or pour ces messieurs, il y en a à peine un million aujourd'hui, cela veut dire qu'ils en prévoient au moins deux millions.

MENACES DE MAZOUT SUR LES CÔTES DE LA MANCHE

Le pétrolier éventré mercredi matin au large du cap Gris-Nez continue de semer du mazout en mer. Il en avait déjà perdu 3 000 tonnes dans le détroit du Pas-de-Calais. Pour l'instant, les vents chassent les nappes de mazout vers les côtes anglaises. Mais la neutralisation des nappes de mazout sera difficile à réaliser, la météo prévoyant une mer agitée et une visibilité très faible, d'autant que la grosse nappe s'est fractionnée en trois.

Ce n'est pas la première collision qui se produit dans la Manche. On se souvient de l'événement du Torrey Canyon, qui avait ravagé les côtes de la Bretagne-Nord. Pour de nombreux marins, la navigation dans cette zone, où le trafic maritime, très dense, se fait quelques soient les conditions atmosphériques, est devenue très dangereuse.

22<sup>EME</sup> congrès du P"CF son "socialisme"

Le texte préparatoire du PCF pour son 22<sup>e</sup> congrès soulève notamment deux questions : le «socialisme» qu'il propose est-il bien différent du capitalisme actuel ? Quelle est sa conception de la prise du pouvoir ?

Après une longue évocation de cette société où «la fin de l'exploitation du travail salarié, le progrès du bien-être et de la justice sociale favoriseront l'élévation morale de toute la société» on y découvre que le «socialisme» du PCF fait coexister des entreprises nationalisées, dont la gestion sera «ouverte à la participation des travailleurs», et des entreprises privées dont on «respectera l'existence» ; la disparition de cette propriété privée de moyens de production n'est à aucun moment envisagée et les travailleurs de ces entreprises seront donc en fait condamnés à subir encore l'exploitation capitaliste. Quant à la gestion des entreprises nationalisées, elle sera assurément réalisée grâce à la «compétence des ingénieurs et cadres» dont «le rôle social sera revalorisé».

Si le «socialisme» du PCF

c'est des nationalisations plus «le pouvoir politique des travailleurs», ce pouvoir le PCF, ne l'imagine pas autrement que celui de «partis de la majorité coopérant à part entière». Alors que subsisteraient des partis d'opposition (donc en somme des partis d'opposition au socialisme) nous faudrait-il encore avoir à supporter des Poniatowski ou autres dans des partis dont «le droit à l'existence et à l'activité seront reconnus» !!

Le pouvoir des ouvriers et des paysans, avec ce «socialisme» est remplacé par celui de parlementaires bourgeois, de cadres et d'ingénieurs, et d'une caste de délégués de comités d'entreprises.

Avec les nationalisations le PCF ne se propose en fait que de transférer à l'Etat la propriété de certains moyens de production, mais nullement de supprimer la nature même de cet Etat bourgeois qu'il se propose simplement de faire investir par son personnel en réduisant l'emprise du personnel actuel des monopoles.

c'est le capitalisme

Le document du PCF reconnaît au passage que la «grande bourgeoisie utilisera tous les moyens possibles pour préserver ou reconquérir sa domination» ; comment alors passer du capitalisme au socialisme ? «En déployant une grande activité pour faire échec aux manœuvres réactionnaires» ! Cela suppose une «lutte de classe acharnée et complexe» ! Voilà de bien belles formules qui restent bien mystérieuses sur la nature de cette lutte ! Mais on apprend par ailleurs que la «révolution n'est pas synonyme de violence». Nous voilà éclairés : le PCF reconnaît à la bourgeoisie le droit d'utiliser tous les moyens, pour maintenir sa domination, mais pas aux ouvriers et aux paysans, pour instaurer le socialisme. Pour le PCF cette lutte armée ne pourrait qu'être celle de «minorités agissantes» ! Comme l'ont été sans doute les Résistants, contre l'occupant nazi et la bourgeoisie collabo, où les ouvriers bolcheviks contre le régime tsariste.

Le PCF nous propose donc d'attendre que la bourgeoisie

s'en laisse «démocratiquement» convaincre pour abattre le capitalisme. Alors qu'elle fait régulièrement intervenir la police quand les ouvriers occupent leur usine pour des revendications limitées aux salaires, aux licenciements, il faudrait attendre qu'elle veuille bien se laisser déposséder des moyens de productions et de son pouvoir !

Mais selon le PCF ce n'est pas tellement elle qui freine la construction du socialisme. Il faut d'abord réaliser des réformes (le programme commun) pour convaincre notre peuple de la nécessité du socialisme. Il faut en passer par là pour que «la majorité du peuple décide alors librement de poursuivre sa marche au socialisme.»

Alors qu'aujourd'hui les masses populaires aspirent profondément à en finir au plus vite avec le capitalisme et qu'elles se posent précisément les questions de comment y parvenir et de quel socialisme, les révisionnistes multiplient leurs efforts pour maintenir le système capitaliste.

Fabien VAUDOIS

OPÉRATION BOULE DE NEIGE : UN RACKET QUI RÉUSSIT MAL

La campagne «Boule de neige» sur le cancer, organisée par l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer, contrairement aux années précédentes est basée sur la collecte de dons en nature, «les quêtes ne donnaient plus rien» reconnaît un des ses instigateurs. Il est demandé d'apporter dans les mairies des objets de valeur dont on n'a pas l'usage. Mais même cette quête d'un nouveau genre ne paraît pas susciter un enthousiasme débordant. Aussi des camions de l'armée ont-ils été réquisitionnés pour donner plus d'impact à cette campagne. Ils étaient hier aux portes de Paris.

A 16 heures, ce n'était pas la grande affluence, Porte de Clignancourt où trois appelés attendaient dans leur camion. En 30 minutes, deux personnes seulement sont passées, une seule a donné quelques couverts en argent : «un cadeau de mariage dont je ne me servais pas. Je n'hésite pas à donner, je sais que ce sera utile à tous et que ça ne sera pas utilisé dans un sens politique».

De nombreuses personnes, et parmi elles des travailleurs sont encore sensibles à ces arguments, entretenus par la presse. Mais l'hypocrisie de cette campagne éclate au grand jour quand on sait que rien n'est fait pour améliorer

l'environnement qui est à l'origine de 80 à 90 % des cancers comme l'ont admis les spécialistes au congrès de Lyon sur «santé et environnement» et quand on sait comment la recherche est organisée comme le montre ce témoignage d'une chercheuse.

Ce qu'il faut savoir, c'est qu'en France, la recherche n'est pas si pauvre que ça, seulement il existe des laboratoires où on doit empiler les appareils faute de place tandis qu'il n'y a pas de chercheurs pour les faire fonctionner. A Lyon, le grand immeuble du Centre International de Recherche sur le Cancer qui est luxueux et bien équipé comporte plusieurs étages inutilisés parce que le gouvernement refuse d'embaucher des chercheurs sous prétexte qu'ils reviennent plus chers et sont moins maniables que des appareils, ce qu'il faut savoir c'est que dans le monde de la recherche et de la médecine règnent rivalités et querelles et que la collaboration entre scientifiques et médecins est rendue impossible par des querelles de chapelle et la morgue des patrons de laboratoire. La recherche scientifique dans un pays capitaliste ne pourra jamais atteindre son but qui est de faire avancer la science tant que régnera la loi du profit et de l'individualisme.

une chercheuse en médecine pour une recherche au service du peuple

UN DRAME RÉVÉLATEUR

Mercredi, à Boissy-St-Léger, Jean-Paul, 17 ans, et son frère François, 11 ans, se sont amusés à faire une expérience de chimie, derrière leur école. Ils se penchent sur le tube à essais qu'ils viennent de chauffer ; celui-ci explose. François est grièvement blessé. Immédiatement, le commissariat de Créteil explique qu'il s'agit d'une expérience privée, et que l'Education Nationale n'est donc pas en cause. Mais savent-ils ce qu'est un cours de chimie

à l'école ? Un cours ennuyeux, où les jeunes n'ont aucune possibilité de mettre en pratique leur soit d'expérience, leur curiosité ! D'ailleurs, l'industrie du jouet l'a bien compris en vendant ses «coffrets du petit chimiste». Ce n'est pas seulement de leur imprudence qu'ont été victimes ces deux jeunes, c'est aussi de leur curiosité, bridée par un enseignement dogmatique, coupé de la pratique.

querelle de la droite :

Lecanuet se rebiffe

Décidément maintenant il ne se passe plus 3 jours sans qu'on soit les témoins de disputes, d'attaques et de réponses aux attaques, de mises en gardes et d'insultes parmi les «personnalités politiques». Il n'y a pas que le PS et le PCF ; il n'y a pas que l'UDR et les RI ; il n'y a pas que les querelles internes de l'UDR ; il n'y a pas que les Robert Fabre et les JSS...

Maintenant c'est entre ministres que publiquement on se tire dans les pattes. C'est Lecanuet contre Poniatowski.

On apprend au passage de la bouche du ministre de la Justice que la police n'arrête pas la moitié

Lecanuet voudrait-il se désolidariser de la politique réactionnaire de Poniatowski ? Certes non. Il développe à la Justice la même politique que Poniatowski à l'Intérieur.

Certes Lecanuet, centre démocrate, rattaché à la majorité présidentielle aux élections de 1974, n'accepte pas aisément de voir son parti grignoté par celui qui est présidé par Poniatowski lui-même. Ce qui peut expliquer ses attaques contre le ministre de la police.

Mais les querelles qui gagnent la majorité et qui en viennent à rompre la sacro-sainte «solidarité gouvernementale», traduisent au-delà d'une question d'équilibre



La majorité : une cohésion difficile à maintenir.

des criminels alors que le gouvernement ne cesse de clamer qu'il fait tout ce qu'il faut pour «assurer la sécurité des citoyens» ; Lecanuet déclare aussi que «des policiers s'entretuent et tuent des victimes innocentes, lors d'opérations de polices», alors que le gouvernement a tout fait pour minimiser ces «incidents».

les difficultés de toute la bourgeoisie à définir une orientation politique qui lui permette de maintenir une cohésion nécessaire pour assurer efficacement sa domination.

C'est pour cela d'ailleurs que Giscard était hier à Saint Flour pour une commémoration du Pompidolisme, rejeton du Gaullisme.



Air France

# avoir tous les atouts pour gagner

Dans la nuit de mercredi à jeudi, la direction d'Air France tentait une nouvelle manœuvre grossière. Alors que jusqu'ici, à Orly Nord, les gardes mobiles gardaient l'entrée des locaux, ceux-ci se sont brusquement retirés... pour se placer un peu plus loin ! Le but de cette manœuvre ? Accréditer l'idée qu'un effort était fait et que les travailleurs devraient faire de même, en reprenant le travail. Enfin, la présence des CRS jusqu'ici, empêchait les non-grévistes de rentrer, ceux-ci refusant cette politique de force. Mieux, cette présence ne pouvait que renforcer leur désir de rejoindre leurs camarades ! Mais la façon dont cette manœuvre a été accueillie hier à Orly Nord montre que les travailleurs ne sont pas dupes.

## FAIRE CONNAÎTRE LA LUTTE

Face au silence de la presse et de la radio, il s'agit de riposter. Avant hier, les travailleurs manifestaient devant la maison de la radio pour exiger un droit d'antenne, ce à quoi la direction a répondu : «vous n'avez pas à vous exprimer, c'est le travail des journalistes». (sans doute lorsqu'ils parlent des vols annulés !)

## COORDONNER LES DIFFÉRENTS SECTEURS

Il devient crucial de coordonner les différents secteurs, de faire la jonction avec d'autres luttes et c'est bien là le désir des travailleurs. Hier encore, une délégation de la SOFICA (ban-

ques) en lutte depuis 13 jours venait apporter son soutien. Alors que pendant le même temps, les travailleuses des AGP s'adressaient aux travailleurs d'Air France (cf le Quotidien d'hier).

Coordonner les luttes, ce n'est pas multiplier les grèves de 24 H inefficaces, comme nous le disaient des postiers jeudi, à la manifestation à «Belle Epine», c'est lier la lutte à tous les secteurs de la compagnie, aux autres ouvriers. «Pourquoi Paris n'est pas en lutte, alors qu'ils ont les mêmes revendications que nous ?» disaient des grévistes d'Orly Nord. Et à propos de la grève générale de 24 H d'avant hier, diversement suivie, les travailleurs l'expliquent : «Demander après 5 semaines de

lutte, à des gars qui depuis tout ce temps là n'ont pas été suffisamment mobilisés de se mettre en grève 24 H pour reprendre après, n'est pas très efficace». Doit-on réoccuper ? Revenir aux débrayages de 2 ou 4 H ? Comment se fait-il que ces questions tardent à être discutées ? Enfin, les finances sont un problème qu'il faut résoudre sans tarder comme le disait cette femme d'un travailleur d'Air France, dans notre courrier.

Richard FEUILLET

*Camarades, faites connaître par le Quotidien du Peuple vos initiatives de soutien politique et financier aux travailleurs d'Air France.*

## « ÊTRE PATRON ET DE GAUCHE, C'EST POSSIBLE... »

### Neuschwander le prouve en 200 pages !

« Patron, mais... » c'est le titre d'un livre que vient d'écrire Neuschwander, patron de LIP. En près de 200 pages, sous forme de questions-réponses, avec un plumeau du *Nouvel Observateur*, le «patron socialiste» de LIP essaie de nous convaincre. Habilement, il est vrai. Cette «interview» est destinée d'un bout à l'autre à nous prouver que le choix n'est pas seulement entre capitalisme «traditionnel» et révolution prolétarienne, mais qu'une transition en douceur vers un «socialisme autogestionnaire» est tout à fait réalisable en France. Et que c'est même la seule voie possible. Toute son argumentation repose sur une «théorie de la communication». D'après lui, tout ne serait qu'une question d'hommes. C'est sans doute pourquoi tout au

long de son livre, on voit se cotoyer hommes de gauche et hauts fonctionnaires du gouvernement Pompidou, patrons «socialistes» et PDG de trusts. On apprend par exemple que Rocard, ami intime de Neuschwander, avait «sonné» un certain Jean-René Bernard, conseiller de Pompidou, au sujet de LIP. Et Neuschwander s'étonne : «et alors, où est le problème ? On peut ne pas avoir les mêmes idées et collaborer efficacement». Certes ! Pour le plus grand bien de la société capitaliste... Car enfin, c'est bien de cela qu'il s'agit ! Ce bouquin est étonnant : dans près de 200 pages, pas une seule fois il n'est question du profit. La seule raison qui aurait poussé Neuschwander et ceux qui l'ont aidé, comme Riboud, patron de BSN et

Renaud-Gillet, PDG de Rhône-Poulenc, ce serait «l'amour des hommes et de la justice» à l'en croire. Les travailleurs de Rhône-Poulenc qui luttent actuellement contre le chômage partiel et ont dû affronter les cadres fascistes à l'usine de Chalampé, savent à quoi s'en tenir. De même, les délégués syndicaux de l'usine de Villers-St Paul que Renaud-Gillet traîne en justice. Neuschwander n'a pas encore eu l'occasion de se distinguer dans cette voie, mais... Il faut dire que pour l'instant, il a l'air de ne pas tellement se plaindre de l'action de la section CFDT que dirige le PSU...

Une autre facette du livre (peut-être son objet principal d'ailleurs ?),

c'est une habile et démagogique campagne de publicité. C'est vrai que cet ancien et brillant second de la société Publicis, est un as en la matière. «Je ne voudrais pas profiter de l'occasion pour faire de la publicité pour LIP» dit-il hypocritement. Ce qui ne l'empêche pas de remplir des dizaines de pages sur la renommée de LIP, la fameuse montre à quartz, et ses nouveaux modèles «design».

200 pages de démagogie et d'apaisement à la collaboration de classe (bien qu'il s'en défende vivement), voilà le livre de Neuschwander. Au moment où sévit la crise en France, c'est un ouvrage qu'appréciera une bonne partie de la bourgeoisie.

Gérard PRIVAT

Communiqué des grévistes de la CFDT-DBA

## P.T.T.-CHÈQUES :

### « NOUS LUTTONS POUR UNE VIE MEILLEURE »

A l'appel de la CFDT Paris-chèque plusieurs centaines d'employés (20% du personnel actif) ont fait grève hier toute la journée. Malgré l'accord des deux fédérations CGT et CFDT des PTT pour cette journée d'action, la section CGT de Paris-chèque Bourseul n'a pas appelé à faire grève ce jour-là. Elle s'est contentée de soutenir les grévistes d'un service («réclamation-irrégulier») où la combativité est tellement grande (80% du personnel a débrayé) qu'en ne les soutenant pas elle se serait démasquée. «Il s'agit d'une grève minoritaire», nous dit la direction de la CGT. C'est sûr, mais qui a tout fait pour qu'elle le soit ? Ceux qui ont tenté de regrouper tout ceux qui voulaient lutter pour la diminution du temps de travail autour du service le plus combatif ou ceux qui n'ont rien dit, rien fait qui aille dans le sens de la lutte ? La réponse est évidente ! Les femmes qui travaillent aux chèques, spécialement celles qui sont jeunes et qui composent la majorité des employés, luttent pour la diminution du temps de travail. Cette lutte, elles la mènent aussi en temps que femme. Il faut savoir que pour celles qui habitent dans la banlieue (et il y en a beaucoup) le matin c'est se lever à 5 H et réveiller les enfants aussi à cette heure là ; c'est rentrer le soir vers 21 H à la maison c'est à dire coucher les enfants tard. Le problème des horaires, c'est celui des

conditions de vie. Cette lutte prend donc un caractère particulier aux chèques postaux, rappelons l'exemple de la lutte des chèques d'Orléans la Source où pendant plusieurs semaines les filles avaient fait grève pour obtenir des crèches. Cette lutte pour le samedi qui s'entreprit maintenant chez l'ensemble des postiers est accompagnée aussi par une autre revendication : le droit à la mutation immédiate, ceci parce que beaucoup parmi les postiers sont venus de province, où ils ont tout laissé, famille et amis.

José GARCIA

## Assurance du Groupe de Paris LES CLIENTS ET LES EMPLOYÉS : UN MÊME COMBAT !

«La direction nous fait le chantage du service ; si vous travaillez mal, les clients en subissent les conséquences. Mais ça ne marche pas : tu vois, les employés ils s'assurent dans la boîte parce qu'ils ont quelques réductions. Mais il n'y a aucune explication... Il y a des primes (exemple la prime «attentat-répression»), qui sont plus ou moins imposées, car si tu ne sais pas que tu as le droit de les dénoncer, eh bien on te la fait payer alors qu'elle ne te sert à rien.»

«Pour les clients, c'est absolument la même chose. C'est du vol, parce qu'il n'y a pas d'explication, et même encore pire, des mensonges pour qu'ils souscrivent une assurance rentable pour la société».

«Dans la branche Assurances Populaires, on a surtout affaire à des travailleurs très défavorisés, mais ils se font escroquer, la direction n'a aucun égard pour eux, on les reçoit dans un couloir»...

«Il y a un principe : celui de donner le moins possible, aussi, si un gars a droit à toucher quelque chose, il est interdit de lui faire signe, il faut attendre qu'il se manifeste.

Tout au contraire, quand il y a une prime à payer... alors là, on se dépêche de le faire savoir. Et puis s'il y a des problèmes pour régler, il y a un service contentieux bien prévu, qui sait brandir les menaces».

Egards et confiance pour ceux qui se font de l'argent sur le dos des travailleurs, humiliation et menaces contre ceux qui peuvent avoir des problèmes pour payer, mais qui sont bien les seuls à travailler !

### LES AGP, C'EST AUSSI UN SCANDALE FINANCIER

«Le patron des AGP était amarré à des banques. Et puis ensemble, ils avaient aussi les pieds dans une Société Immobilière. Quand cette dernière a soi-disant eu du déficit, les AGP ont vendu des actions, ont donné des millions et prêté les autres. Il y a du fric, les patrons peuvent largement payer ce qu'ils nous doivent ! »

### BLOCAGE D'UN TRAIN DE MINÉRAIS A SOUMONT

Les grévistes des mines de fer de Soumont (Calvados) ont fait échec à plusieurs tentatives de la direction de la SMN de faire enlever par ses locotracteurs le minéral grillé chargé en wagons. La détermination des mineurs et de leurs familles a convaincu l'un des conducteurs de ne pas briser la grève.

De nombreux travailleurs et ménagères de la cité minière sont venus renforcer le piquet de grève et empêcher ainsi les autres essais d'enlèvement de la production que cherche à tout prix le patronat sidérurgiste.

Corr. Caen

### RÉPRESSION SYNDICALE CHEZ SORETEX A ANGERS

Six syndicalistes dont quatre délégués de chez Sorex à Angers viennent d'être condamnés à la prison avec sursis (de un à trois mois). Les travailleurs de cette fabrique d'ascenseurs avaient «séquestré» le directeur et des cadres, le 25 septembre. Dans les attendus, la justice bourgeoise reproche aux délégués de n'avoir «à aucun moment» bien qu'«avisés de la gravité de l'action qui se déroulait»... «cru devoir intervenir pour tenter d'en dissuader les travailleurs» ! Le jugement conclut : «il ne saurait être admis que grévistes et délégués recourent à la séquestration comme arguments de négociation».

Il est clair que par ce jugement la bourgeoisie a voulu faire un exemple et rassurer le CNPF (qui dans une circulaire récente s'affolait de «l'accroissement de la violence et des séquestrations») au moment où s'amplifient les luttes.

### EXPLOITÉS A LA CAMPAGNE COMME A L'USINE

En 1956, Denis et Germaine Auger entraient comme salariés sur l'exploitation d'un gros propriétaire terrien. Seul Denis est reconnu et déclaré : il gagne 15 000 AF par mois. Au 1<sup>er</sup> janvier 1975, 19 ans après, seul Denis est encore payé et son salaire n'est que de 750 F par mois (l'indice officiel est à cette même date de 1300 F). En mars 1975, Denis et Germaine font intervenir l'inspecteur des lois sociales agricoles. Le 4 avril, l'employeur est condamné à verser la somme de 18 000 F pour retard de salaires. Le 1<sup>er</sup> juin, Denis reçoit une lettre de licenciement avec un préavis de 3 mois... Denis se défend et le 24 octobre, il réclame devant le tribunal de Confolens (Charente) des dommages et intérêts pour licenciement abusif et un rappel de salaire pour Germaine qui a travaillé 19 ans sans être payée. Le tribunal repousse l'audience. Pourquoi ? Son ancien patron refuse à Denis le certificat de travail qui lui est nécessaire pour avoir droit à l'assurance chômage. Le jugement est remis au vendredi 14 novembre. Les travailleurs de la région vont venir nombreux soutenir Denis et Germaine.

correspondant Bordeaux



femmes

# RAPPORT SULLEROT

## " les femmes ne rentreront pas dans leur foyer "



Usinor-Dunkerque : les femmes des grévistes apportent leur soutien à leurs maris en lutte contre le chômage partiel et participent aux piquets de grève.

### témoignages

#### LES FEMMES AU FOYER SONT LA PLUPART DU TEMPS DES CHÔMEUSES CAMOUFLÉES.

Lettre d'une femme au foyer de Longwy (Lorraine), mère de quatre enfants, femme d'un travailleur frontalier du bâtiment. «Maintenant que les petits sont en âge d'être à l'école, j'aimerais bien travailler. Lorsque j'étais jeune fille, je travaillais dans un bureau d'assurances. Il y avait une bonne ambiance de camaraderie...Maintenant, pour arriver à boucler les fins de mois, mon mari est obligé de faire des heures supplémentaires ; je préférerais travailler et qu'il soit plus souvent à la maison. Beaucoup de femmes autour de moi aimeraient travailler mais la plupart du temps elles ne trouvent pas de travail».

#### LES OUVRIÈRES DE GRANDIN EN LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

«...ici c'était le travail à la chaîne. Je vous assure que c'était dur. Mais il y a une ambiance qui se crée, ça fait une seconde vie... on n'est pas isolée, on s'entraide. Moi j'estime qu'une femme a besoin de ça, plutôt que de rester enfermée entre 4 murs à élever des gosses...ici, on est en contact avec ce qui se passe... si on reste à la maison, on est abruti par la radio, la télé... quand on voit les choses de ses propres yeux, c'est bien mieux.»

#### ARTHUS ET CHAVILLON. (confection de bijouterie) Paris 6ème. LUTTE DES FEMMES POUR LA CRÉATION D'EMPLOIS AVEC REFUS D'ASSURER LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES :

«Ma boîte a fusionné avec une entreprise similaire ; à la suite d'une légère compression du personnel, les employées administratives et les vendeuses se sont trouvées devant un surcroît de travail considérable... Nous décidons de passer à l'action avec refus du travail supplémentaire et demande de création d'emploi. Ce n'est qu'au bout de 15 jours de grève partielle que le patron décidera d'employer 7 femmes...»  
Extrait de la brochure «Femmes armées de réserve», d'un groupe de femmes.

#### PORON A CHATILLON SUR SEINE (Côte d'Or) : DES FEMMES OCCUPENT CONTRE LE RENDEMENT

Chez Poron, usine où l'on fabrique des pyjamas pour enfants, les 120 ouvrières ont décidé mercredi 12 novembre la grève avec occupation. Avant le mois de juillet, les ouvrières devaient fournir 511 pièces. Depuis septembre, la cadence était montée à 630 pièces. La prime de rendement avait été reculée, si bien que, ne pouvant tenir les cadences, une ouvrière qui gagnait 9,89 F de l'heure en septembre ne gagnait plus que 8,66 F en octobre ! Les crises de nerfs étaient de plus en plus fréquentes ; «le rendement monte, la santé baisse», disent-elles. C'est pourquoi, avec leurs sections syndicales, elles réclament :

- l'obtention d'un salaire garanti fixe, qui ne soit pas lié au rendement.
- le rattrapage des salaires avec l'usine de Troyes.
- la réduction des écarts de salaire entre les ouvrières.
- l'amélioration des conditions de travail.
- l'augmentation de leur pouvoir d'achat.

Des contacts sont pris avec les paysans de la région qui envisagent un soutien.

Corr. Chatillon/sur/Seine

Contre le chômage, contre les licenciements, les femmes ont été les premières à engager les luttes. Chez Lip, elles étaient déjà les plus nombreuses. Pendant toute la durée du printemps 75, elles ont été nombreuses à mener des luttes de longue durée, comme les ouvrières de Grandin, sous des formes nouvelles, comme les ouvrières d'Everwear à St. Quentin, de CIP ex Bailleul dans le nord, de Buda de Toulon, qui avaient remis en marche la production, afin de pouvoir mieux populariser leur lutte...et bien d'autres encore.

Ce n'est pas par hasard si parmi les premières usines qui ont licencié, on trouve des boîtes de femmes.

En effet, la crise a touché d'abord les entreprises qui fabriquaient des biens de consommation, dans lesquelles sont justement concentrées les femmes. Et cette vague de licenciements est loin d'être terminée. On a encore annoncé des fermetures d'entreprises dans le textile, ainsi que dans l'électrologique ; pour l'ensemble du trust Thomson, on parle de 10 000 licenciements. La bourgeoisie ne pourra pas assurément compter sur l'idéologie «rédemptrice» de la femme au foyer, pour que ces fermetures se fassent sans heurts, ni sans victoire du côté des femmes. Car, non seulement les «licenciées» se mettent en lutte, mais aussi les «femmes au foyer» se mobilisent, comme on l'a vu à Usinor Dunkerque en juin dernier, pour soutenir les grèves de leurs maris contre le chômage partiel.

Alors, les capitalistes commencent à avoir peur, et, le 7 avril 1975, le premier ministre Jacques Chirac, demande au Conseil Economique et Social de faire une enquête sur les «problèmes posés par le travail et l'emploi des femmes» enquête confiée à la sociologue Evelyne Sullerot.

L'intérêt du rapport de Madame Sullerot, c'est qu'on y voit la bourgeoisie obligée de laisser tomber ses illusions, obligée de compter avec les luttes des femmes qui ne rentreront pas au foyer comme elle l'avait prévu, et qui, au contraire, ne cesseront pas de réclamer des emplois.

#### DES RÉFORMES... POUR APAISER LA COLÈRE DES FEMMES.

La bourgeoisie est mise au pied du mur. La pression des luttes des femmes, elle ne peut l'espérer facilement. Aussi Madame Sullerot propose un certain nombre de réformes qui pourraient apaiser la colère des femmes.

Puisque les industries «régères» qui emploient des femmes, licencient et que le tertiaire est bouché (employés, vendeurs...) le rapport propose plusieurs solutions, comme par exemple, la transformation du travail en usine pour lequel les femmes «ont de la répugnance», (mais nous savons bien déjà que l'enrichissement des tâches est en fait un surcroît d'exploitation).

Une autre proposition (déjà en application), est de faire apprendre aux femmes d'autres métiers, des métiers jusque là réservés aux hommes. La DATAR (Direction de l'Aménagement du Territoire) a passé un contrat avec Renault pour tenter la féminisation de certains postes.

Un nouveau gadget jouant sur le désir des femmes d'être égales aux hommes ?

Peut-être, mais plus profondément que tout cela, il s'agit d'une importante restructuration de la main-d'œuvre et d'une baisse des salaires. Ainsi que le confiait ce patron dans une entreprise de la banlieue parisienne : «Si les immigrés n'acceptent pas de travailler pour ce salaire là, on n'a qu'à embaucher des femmes. Comme

c'est près de chez elles, elles accepteront.»

Pour les femmes, il ne pourra s'agir que d'un surcroît d'exploitation. Tous ces conseils se situent dans le cadre de l'aménagement du capitalisme, de la gestion de la crise. Et pourtant Madame Sullerot prétend plaider la cause des femmes. En fait, nous sommes en plein cœur de la façade néo-libérale que Giscard veut se constituer. Mais nous l'avons déjà vu à l'œuvre pour réprimer la mobilisation des femmes pour l'avortement libre et gratuit.

Non, les femmes savent qu'aujourd'hui leur seul espoir réside dans la lutte, unies avec les ouvriers et contre le chômage, les licenciements, sans vouloir aménager le

capitalisme qui de toute façon ne cessera pas de les opprimer.

Et ces luttes pour aboutir à leur terme, appellent un changement de société. En effet, le problème posé par l'emploi des femmes ne pourra être résolu que dans une société socialiste par le pouvoir des ouvriers et des paysans. Seul un tel pouvoir dont le but n'est pas le profit, pourra donner du travail à toutes les femmes ; seul un tel pouvoir n'aura pas intérêt à la division entre les hommes et les femmes, cette division très profonde, que la bourgeoisie essaie d'entretenir par tous les moyens, mais que les femmes refusent de plus en plus, en engageant la lutte.

Thérèse VERNET

### la crise de 1929 et le chômage des femmes

La crise soudaine a entraîné un chômage masculin brutal dans plusieurs pays. Les filles et femmes de chômeurs se sont alors mises à chercher du travail.

La plupart des employeurs, qui étaient encouragés par des primes à embaucher, se sont mis alors à embaucher, non des hommes, mais des femmes qu'ils payent beaucoup moins que les hommes, c'est alors qu'en Allemagne notamment, s'est développée une grande campagne contre les femmes qui travaillaient.

Les gouvernements, par peur de trop grands mouvements populaires, ont alors pris des mesures contre l'emploi des femmes mariées. En Allemagne, Autriche, Belgique, Italie, et en France en 1940 (sous Pétain), il a été interdit d'engager des femmes dans la fonction publique, et même dans des entreprises privées en Italie.

Le chômage des femmes devint considérable. Pour qu'il ne soit pas trop visible, on interdit même aux femmes de s'inscrire sur les listes de demandeurs d'emploi.

En 1939, le chômage féminin n'était toujours pas résorbé.



### avis adopté par le conseil économique et social au cours de sa séance du 15 octobre 1975 sur les problèmes posés par le travail et l'emploi des femmes. ( extraits )

«Contrairement à une idée reçue, il apparaît que le taux d'activité féminine a longtemps décliné du début du siècle jusqu'au milieu des années 60. Depuis lors, il s'est accru, sans rattraper cependant ses valeurs d'avant-guerre.

«Le travail des femmes est un phénomène irréversible. A l'étude, toutes les variables de l'activité féminine indiquent qu'elle ne se ralentira pas...»

«...Avant l'âge de 20 ans, et après 55 ans, l'activité professionnelle des femmes est en baisse, en revanche, l'accroissement de celle-ci est très fort pour les femmes mariées, à l'âge du mariage et des maternités, (de moins en moins de femmes s'arrêtent de travailler à l'âge des maternités) surtout les mères de un ou deux enfants. Les retours au travail après les maternités continuent et continueront de se produire».

«...Si les femmes sont les premières victimes des aléas de la conjoncture, on ne saurait souscrire à l'opinion selon laquelle «lorsque les possibilités d'emploi sont réduites, le nombre des femmes qui choisissent l'inactivité est plus grand». Elles continuent de chercher du travail, en dépit des attentes plus longues qu'elles subissent, en dépit de leur vulnérabilité. Non seulement les modèles incluant un taux de flexion globale de l'activité féminine ne sont pas vérifiés, mais encore, il apparaît qu'au moment d'une crise grave, surtout accompagnée d'inflation, la demande féminine ne s'accroît et demeure importante pendant toute la crise».

Souligné par nous-mêmes. Ces extraits sont commentés dans l'article ci-contre.



# des médicaments bien profitables (SUITE)

Presque toute l'information des médecins est assurée « gratuitement » par les laboratoires. Déjà pendant leurs études, à l'hôpital les laboratoires leur ont donné des échantillons de médicaments, des livres, revues traitant d'un sujet médical et faisant de la réclame, souvent on les paye pour expérimenter un nouveau médicament sur des malades. En effet tout nouveau médicament après expertise chimique pratiquée le plus souvent par un pharmacien payé par le laboratoire est « testé » sur quelques malades à l'hôpital ou en ville. Ces derniers sont rarement prévenus ou alors le médecin leur dit : « vous avez de la chance, je vous donne le dernier médicament sorti, c'est pourquoi il n'a pas de nom mais un numéro... » le médicament en question n'a parfois rien à voir avec la maladie de celui qui « essaie » malgré lui, on vérifie simplement que les effets secondaires ne sont pas trop importants. Les « essais » sont bacés et c'est à l'usage que malades et médecins découvrent les contre indications.

Pour essayer un médicament, cautionner le résultat en signant de leurs noms, les médecins sont payés de 300 à 1 000 F par malade testé. C'est lorsqu'il exerce en

cabinet, ou lorsqu'il a un titre à l'hôpital ( donc possibilité de prescrire ce qu'il veut ) que le médecin est le plus choyé : voyages d'études, Congrès-croisières avec visite des Cyclades, week-ends en Roumanie... au Mexique...

Deux fois par an un aller retour Paris-Toulouse en Caravelle est organisé pour 100 médecins et leur femme : visite de Toulouse, d'un laboratoire, repas gastronomique servi par un traiteur et champagne, au retour dans l'avion. Ils seront d'autant plus incités à prescrire « librement » et en toute « indépendance d'esprit » le régénérateur, stimulant à base de plancton...

Les cadeaux de Noël, montres-gousset, les livres d'art, médicaux richement présentés sont les récompenses ordinairement distribuées au corps médical pour qu'ils prescrivent encore plus le « bon remède ».

Les pharmaciens sont également arrosés par les laboratoires et sont directement intéressés aux bénéfices ; leurs marges sont élastiques selon la catégorie de produits vendus :

- sur les médicaments remboursés par la sécurité sociale, ils touchent 50 % du prix d'achat soit 33 % du prix de vente.

- sur les médicaments non rem-

boursés, la marge est de 60 % du prix d'achat, d'où leur intérêt de « conseiller » des produits sans vignette.

- sur les produits vendus « exclusivement en pharmacie » ( cosmétiques, aliments pour enfants... ) les marges sont toujours élevées, dépassant parfois 100 %, sans qu'il y ait garantie sur la qualité du produit. La mention « vente exclusive en pharmacie » voulant simplement dire « accord commercial exclusif avec le pharmacien ».

- Enfin, sur les produits vendus en concurrence avec les autres commerçants, l'écart du prix est

de 20% de plus en moyenne, en pharmacie.

On le voit, le souci de la santé des travailleurs n'est pas la préoccupation numéro 1 des capitalistes ! Les méthodes pour lancer un nouveau médicament n'ont rien de fondamentalement différent de celles du show business. Les disquières sont en l'occurrence les médecins et les pharmaciens, petits commerçants de la santé ( le cas échéant malgré eux ) qui au total font bon ménage avec les intérêts des trusts pharmaceutiques.

docteur QdP.

## PRIX DE REVIENT ET PRIX DE VENTE EN PHARMACIE

La plus grande trust pharmaceutique du monde ( Hoffmann-La Roche ) fabrique les 2 calmants les plus utilisés : Valium la fabrication de la préparation de base lui coûte 35 dollars le kilo la transformation en tablettes, l'emballage... 200 dollars le kilo , il vend le produit fini au Canada 4870 dollars le kilo. Librium : coût de fabrication, emballage, vente : 1,70 dollars pour 1 000 tablettes. Prix de vente en pharmacie 10 dollars pour 1 000. cf. « les trusts du médicament » Charles Leuvinson ( ed. Seuil )

usine d'antibiotiques de Rhône-Poulenc : le profit avant la santé



## COMMENT SE REPARTIT LE PRIX D'UN MEDICAMENT

8 % du chiffre d'affaires du fabricant sont dépensés en recherche, 12 % en emballages, 15 % en promotion des ventes et en publicité, 15 % en amortissement. Si l'on admet que le fabricant ne fait qu'un bénéfice de 10% avant impôt, le coût de fabrication réel d'un produit pharmaceutique vendu 50 F au détail serait de 6 F 65 environ.

## QUELQUES PRIX MOYENS RELEVÉS (EN DÉCEMBRE)

	Dans le commerce	En pharmacie
Monsavon .....	1,57 F	2,15 F
Lames Gillette Silver Platine .....	3,91 F	4,92 F
Déodorant Rexona .....	8,76 F	12,00 F
Mousse à raser Gillette .....	4,42 F	5,70 F
Pétrole Hahn .....	5,78 F	5,72 F
Mennen après-rasage .....	6,89 F	8,85 F
Bain moussant Obao .....	11,50 F	16,16 F
Schampoings :		
Elsève .....	6,09 F	5,85 F
Longueurs et pointes .....	4,52 F	6,10 F
Colgate au Gardol .....	1,45 F	1,85 F
Ultrabrite géant .....	2,80 F	4,26 F
Nivéa solaire .....	6,03 F	6,73 F
Tampax (normaux) .....	2,66 F	3,40 F
Kleenex (mouchoirs) .....	0,75 F	1,00 F
Ovomaltine .....	4,60 F	6,24 F
Balance Terraillon .....	88,91 F	115,00 F

# feuilleton mémoires et aventures d'un prolétaire

de Norbert Truquin

Dernier épisode

### Résumé

**Norbert parle du racket que constituent les impôts pour les petits paysans.**

Mon vieil ami de Roubaix répétait souvent lorsqu'il avait bu un coup, que la Révolution de 89 avait enfanté des tigres ; plus tard, je cherchai à m'expliquer ce qu'il entendait par ces mots. C'est qu'après le renversement du système féodal, la France fut divisée en départements et qu'il ne fallut pas moins d'un million et demi d'employés pour faire fonctionner la nouvelle administration. Ces agents étaient tous pris parmi les enfants du peuple. Or, une fois en fonctions, ils furent aussi intéressés à se maintenir en place que l'avaient été les anciens nobles pour conserver leurs privilèges. Leur intérêt était donc de se débarrasser à la fois des anciens nobles dont ils prenaient la succession, et des hommes à principes qui gênaient leurs visées ambitieuses. C'est pour cela qu'ils aspiraient à détruire les principes sociaux qui avaient servi à les faire monter en grade et qu'ils réclamaient un chef, un dictateur, une main de fer pour mater le populaire. Bonaparte le comprit bientôt et il s'appuya, pour usurper le pouvoir, sur cette administration qui avait besoin de son concours.

prises industrielles et commerciales, l'armée elle-même, qu'est-ce ? sinon la communauté exercée au profit du petit nombre ? Le machinisme nous y entraîne forcément ; sur un paquebot, comme sur un train de chemin de fer, les passagers de toute les classes sont emportés avec la même vitesse ; les distinctions artificielles disparaissent même dans les embarcadères. Déjà les grandes fabriques commencent à établir des boulangeries et des fonderies économiques. Le perfectionnement de l'outillage mécanique et des machines-outils ne va pas tarder à supprimer à peu près partout le petit atelier et modifier jusqu'à la culture.

L'industrie et l'éducation, qui devraient être dirigées dans le sens de l'égalité sociale, ne tendent, au contraire, qu'à former des vaniteux et des exploités. Les maîtres ne font admirer à leurs élèves que la gloire, la mise en scène et ne reconnaissent le mérite qu'après qu'il a été couronné de succès. De tout ce qu'on leur enseigne, il n'y a qu'une chose qu'ils retiennent, c'est la nécessité de percer, de faire sa trouée dans le monde et d'obtenir les applaudissements de la vile multitude tout en vivant à ses dépens.

Quel rôle ont joué les conquérants en Amérique ? Ils ont exter-

Tant que l'organisation sociale reposera sur les bases actuelles, il en sera de même ; les hommes se succéderont au pouvoir sans que la masse en retire aucune amélioration.

Après la révolution de février 1848, qui s'était faite sans effusion de sang puisqu'aucune vengeance n'avait été exercée par le peuple contre ses ennemis, les administrations se coalisèrent pour préparer les journées de juin, ouvrir les voies au second empire, nous amener les désastres de 1870 et les massacres de la commune qui eurent lieu sous la protection des Prussiens.

En présence du chiffre énorme de la dette publique, on peut croire que la situation est tendue et qu'une crise est inévitable. Quelques surprises que nous réserve l'avenir, on peut toujours recourir à la solution que nous avons indiquée et qui se résume dans les points suivants : n'admettre dans l'administration que les hommes de 45 ans révolus ; allouer un traitement uniforme quel que soit leur grade à tous les fonctionnaires et employés de l'Etat ; assurer une retraite à tous les travailleurs sans exception. Bien des gens qui, au premier abord, seraient opposés à ce système s'y rallieraient bien vite s'ils se donnaient la peine de réfléchir ; tout marche à grands pas vers le communisme ; les voies de communication, les grandes entre-

prises des Peaux-rouges pour s'emparer de leurs territoires, ils ont détruit les Indiens du Mexique et fait disparaître leur civilisation pour y substituer la leur, qui ne la valait pas ; ils ont anéanti la nation la plus pacifique qui ait jamais existé, celle des Péruviens et ont transporté d'Afrique les nègres comme étant plus aptes à l'asservissement. Les descendants de ces aventuriers sont en train d'utiliser les coolies Indiens et Chinois pour la même besogne, en les opposant aux travailleurs blancs.

L'Amérique du Nord, à peine constituée après un siècle d'existence, est déjà en pleine décomposition ; dans ce pays aussi, la meilleure partie des terres cultivées par les colons est devenue la proie des capitalistes. Le pouvoir législatif y est aux mains de joueurs de cartes qui sont sous la dépendance des financiers qui leur avancent des fonds ; ces derniers manipulent les services publics ; les chemins de fer, les télégraphes et les téléphones sont à leur disposition ; la presse elle-même avec les divers systèmes de publicité, est un des atouts de leur jeu. On peut juger quelles calamités nous présage cette corruption si on laissait l'humanité sombrer aux mains de pareils guides. Il faut que le socialisme triomphe.

FIN

## programme télévision

### VENDREDI 14 NOVEMBRE

- TF 1  
 20 h 00 JOURNAL  
 20 h 30 AU THEATRE CE SOIR : « DOCTEUR GLASS »  
 22 h 30 DES MILLIONS DE LIVRES ECRITS A LA MAIN.  
 23 h 30 JOURNAL et fin
- A 2  
 18 h 30 JOURNAL  
 18 h 40 LE PALMARES DES ENFANTS  
 18 h 55 DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
 19 h 20 Actualités Régionales  
 19 h 45 Y'A UN TRUC  
 20 h 00 JOURNAL  
 20 h 30 JEAN FERRAT, POUR UN SOIR  
 21 h 55 APOSTROPHES : Un patron peut-il être de gauche ?  
 23 h 00 CINE CLUB : « Les anges aux figures sales » am. en v.o. sous titrée de M. Curtiz ( 1938 )  
 00 h 30 JOURNAL et fin

### FR 3

- 18 h 55 FLASH JOURNAL  
 19 h 00 POUR LES JEUNES  
 19 h 20 Actualités Régionales  
 19 h 40 TRIBUNE LIBRE  
 19 h 55 FLASH JOURNAL  
 20 h 00 Programmes régionaux  
 20 h 30 VENDREDI  
 21 h 20 CIVILISATION  
 22 h 10 JOURNAL et fin

### SAMEDI 15 NOVEMBRE

- TF 1  
 14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS  
 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
 19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX  
 20 h 00 - JOURNAL  
 20 h 30 - NUMÉRO UN Daniel Guichard  
 21 h 30 - PEYTON PLACE  
 22 h 20 - L'OEIL EN COULISSE  
 23 h 15 - JOURNAL et fin
- A 2  
 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
 19 h 45 - Y'A UN TRUC - Jeu d'Armand Jammot  
 20 h 00 - JOURNAL  
 20 h 30 - LES CINQ DERNIÈRES MINUTES - « Patte et griffe »  
 22 h 05 - DIX DE DER  
 23 h 25 - JOURNAL et fin

### FR 3

- 18 h 25 - EMISSIONS RÉGIONALES  
 19 h 40 - UN HOMME, UN ÉVÈNEMENT  
 19 h 55 - FLASH JOURNAL  
 20 h 00 - CINÉ 3  
 20 h 30 - MARIE TUDOR Drame de Victor Hugo  
 21 h 50 - JOURNAL et fin

### «APOSTROPHES»

L'émission de Bernard Pivot, «Apostrophes», ce soir à 21 h 55 sur Antenne 2, ne va pas manquer de sel. La principale discussion portera sur la question : «Peut-on être un patron de gauche ?». Neuschwander, PDG de Lip, Montaron, le directeur de «témoignages chrétiens», avec Chenevier, un autre patron chrétien et Estienne, sont invités pour le prouver. Sion les met sur l'avancée d'aujourd'hui, c'est pour redorer le blason des exploités.

«Peut-on être un patron de gauche ?» Neuschwander, ancien de l'UNEF et du PSU, aujourd'hui soutenant Mitterrand et le programme commun, le prouve. On peut être de gauche et exploiter ses ouvriers ; les Lip en savent quelque chose !



## international

### portugal

#### LES MAÇONS ASSIEGENT LE PALAIS SAO BENTO

suite de la page 1

Réalisée à l'appel de la direction du syndicat, entre les mains des révisionnistes, et de la Commission Unitaire des ouvriers du bâtiment (syndicalistes révolutionnaires), cette manifestation est venue ébranler l'autorité même du pouvoir actuellement en place. Il apparaît de plus en plus que le PCP joue un jeu louche vis-à-vis du mouvement des masses, tentant de l'utiliser afin de faciliter son retour au pouvoir : il a fait réclamer par certains des ouvriers présents à cette manifestation le retour de Vasco Gonçalves, l'ancien premier ministre qui lui était favorable, et applaudir les députés révisionnistes au moment où ils quittaient le bâtiment : ce parti a publié un communiqué demandant un changement de pouvoir, et le « renforcement de la gauche ».

De son côté, la droite la plus réactionnaire s'organise : les partis parlementaires, refuges des anciens fascistes, distribuaient jeudi après-midi dans les rues de Lisbonne des tracts appelant à une contre-manifestation.

Ainsi, d'un côté, le mouvement des masses, qui est parvenu à saper les tentatives de « normalisation » social-démocrates, se voit offrir pour perspective le retour du PCP, peu de nature à l'enthousiasmer après l'expérience qu'il en a faite. Et de l'autre, la droite s'organise. Comme chaque fois que le pouvoir s'affaiblit, les officiers supérieurs s'agitent et tentent des combinaisons diverses. Il se pourrait, cette fois, que l'affirmation de Soares selon laquelle « jusqu'ici, il n'y a pas eu de tragédie » soit à corriger dans les semaines à venir.

## ANGOLA de grandes richesses convoitées

L'Angola était la plus riche des colonies portugaises et sans doute l'un des territoires d'Afrique où les ressources naturelles sont les plus abondantes. Les colons portugais avaient établi de vastes plantations sur lesquelles les paysans angolais étaient contraints de travailler comme « contratados », régime pire que l'esclavage, car le propriétaire ne se sentait pas contraint de ménager les travailleurs qu'il n'avait pas achetés, mais qui lui étaient fournis, par contrats, par l'administration coloniale. Ces plantations avaient transformé l'Angola en un important producteur de denrées agricoles : le café dont il était le quatrième exportateur mondial, le sisal, dont la fibre est utilisée pour la fabrication de certains textiles. Il était également un gros exportateur de mais.

Les richesses du sous-sol sont très importantes : la production de pétrole a rapidement progressé dans les dernières années, jusqu'à devenir l'une des principales productions de l'Angola. Les mines de fer à Gassinga à haute teneur, le phosphate, le manganèse, un gisement de cuivre, l'uranium, autant de richesses sur lesquelles les grandes compagnies financières américaines et européennes avaient mis la main.

#### L'EXPLOITATION DU DIAMANT

L'Angola est un des principaux exportateurs de diamant, cependant assez loin derrière les principaux qui sont le Zaire, l'URSS et l'Afrique du Sud. C'est une des plus anciennes exploitations du pays.

Sous le colonialisme portugais la production était contrôlée par le groupe sud-africain Oppenheimer, qui, d'une part avait acquis une place prépondérante dans la principale entreprise concessionnaire, la Diamang et d'autre part avait présidé à la création d'une société commune entre la De Beers et la Diamang. Les concessions de ces deux sociétés couvraient 81 % du territoire. Au conseil d'administration, on trouvait, à côté de grands financiers américains, anglais, français et sud-africains par exemple un ancien gouverneur ou un ancien ministre des colonies.

### 1 200 soldats cubains à Luanda

Les combats se poursuivent à 20 km au nord de Luanda, les troupes du Front National de Libération de l'Angola (FNLA), appuyées par des soldats portugais et zairois ont attaqué la ville de Quifandongo, elles semblent avoir été repoussées par le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA). Dans le même temps, la colonne qui remonte depuis la Namibie vers Luanda, composée de membres du FNLA et de l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) et des unités de « l'Armée de Libération du Portugal » (fascistes portugais) a pris quatre villes dont le principal port du pays, Lobito, à mi-chemin entre la frontière de Namibie et Luanda. Dans le même temps, l'arrivée de 1 200 militaires cubains qui doivent combattre aux côtés du MPLA était annoncée à Luanda. Si l'URSS livre les armes et exerce les pressions diplomatiques, elle a chargé Cuba de fournir les hommes.

Dans les mines, les ouvriers étaient payés 140 francs par an, fournis par le biais d'un véritable marché d'esclaves où des intermédiaires offraient « du personnel dûment légalisé à mille escudos par tête ».

Les ressources du sous-sol extrêmement riches, l'entrelacement d'intérêts occidentaux dont l'exploit

tation du diamant est un exemple sont une des bases de l'intervention permanente de l'impérialisme en Angola aux côtés du colonialisme portugais. De telles richesses expliquent que l'URSS tente à toutes forces d'évincer les Etats-Unis de l'Angola, après l'effondrement de l'empire portugais.

G. C.



#### PALESTINE OCCUPEE : MANIFESTATIONS PATRIOTIQUES

Depuis le début de la semaine, les lycéens de Ramallah et El-Bireh ont organisé des grèves et des manifestations pour protester contre la prétendue « autonomie administrative » mise en place par l'Etat sioniste en Cisjordanie. Mercredi, le mouvement s'est étendu à toutes les villes de la région. Les jeunes grévistes, qui se réclament ouvertement de l'Organisation de Libération de la Palestine, ont reçu à coups de pierre les forces de répression venues arracher les drapeaux palestiniens qu'ils avaient hissés sur les bâtiments scolaires. A la veille du premier anniversaire de la réception de Yasser Arafat à l'ONU, on s'attend que les manifestations de joie qui avaient accueilli la nouvelle se reproduisent en Palestine occupée. Ainsi se manifeste une fois de plus l'inébranlable détermination du peuple palestinien à libérer sa nation toute entière.

## en bref

### CHINE : SUCCES DES PETITES CIMENTERIES

Les petites cimenteries ont accompli deux mois avant terme leur plan de production annuel, améliorant leur rendement et la qualité de leur production. Il s'agit d'entreprises installées dans les provinces, en vue principalement de servir le développement de l'agriculture (ciment pour les réservoirs, canaux, ponts, puits, etc...). Ces unités de production sont représentatives du développement équilibré de la Chine socialiste, où l'industrialisation des campagnes n'est pas sacrifiée, comme chez nous, au profit du développement des seuls centres urbains. Grâce à l'initiative des ouvriers, qui sont leurs propres maîtres en Chine, les petites cimenteries atteignent un niveau technologique élevé : nombre d'entre elles utilisent dès maintenant l'électronique, automatisant ainsi certains processus de production.

### AZANIE (AFRIQUE DU SUD) : PAS DE « DIALOGUE » AVEC LES RACISTES

Le président (par intérim) du Congrès pan-africain d'Azanie (mouvement de libération contre la domination de la minorité coloniale qui pratique la politique raciste d'apartheid) vient de faire une déclaration. Il s'est opposé à tout « dialogue » avec le régime raciste, indiquant qu'il s'agissait d'une manœuvre pour « gagner du temps », que les racistes « mettront à profit pour renforcer leur position militaire ».

### ETATS-UNIS : MONTEE DU CHOMAGE

Au mois d'octobre, le nombre des chômeurs aux Etats-Unis a encore augmenté de 230 000, atteignant ainsi au total le chiffre de 8 millions. Les difficultés économiques des Etats-Unis sont un des facteurs importants de la crise du système impérialiste occidental. Les capitalistes US essaient en effet d'en faire porter le poids sur les pays européens, aggravant ainsi la situation des travailleurs de ces pays, et les difficultés politiques et économiques de la bourgeoisie. Aux Etats-Unis, centre du monde impérialiste occidental, le fléau du chômage, propre au capitalisme, est rendu plus hideux encore par le racisme : les statistiques officielles montrent en effet que le taux de chômage est deux fois plus élevé chez les noirs que dans la population blanche.

### VIETNAM : VERS LA REUNIFICATION

La délégation de la République Démocratique du Vietnam (Nord) à la conférence de réunification, conduite par le camarade Truong Chinh, est arrivée à Saïgon. Des décennies durant, la France, puis les Etats-Unis, ont essayé de diviser le Vietnam pour mieux le dominer. Le colonialisme français avait ainsi baptisé le Sud, le Centre et le Nord respectivement Cochinchine, Annam et Tonkin. Mais, c'est surtout les Etats-Unis qui ont prétendu, à partir de 1954, dresser une frontière infranchissable entre le Nord et le Sud, suscitant (au mépris des accords internationaux) un Etat artificiel au Sud, dans le but d'organiser la « conquête » du Nord socialiste. La réunification qui se prépare aujourd'hui sera le fruit de la lutte indomptable de la population du Sud pour chasser l'agresseur US, et du soutien puissant que lui a accordé la population du Nord. C'est l'aspiration profonde de tout un peuple qui va se réaliser.

## LE TCHEQUE STROUGAL : UN COLLABO NOUS REND VISITE

Aujourd'hui, Lubomir Strougal, chef du gouvernement tchécoslovaque, achève sa visite officielle en France. Une visite somme toute bien discrète : la presse bourgeoise a un peu honte de cet hôte. Certes, un accord décennal de coopération économique a été signé. Mais le fond du problème n'est pas de savoir si les relations économiques franco-tchécoslovaques - assez faibles puisqu'elles n'entrent que pour 8,5 % dans les échanges de Prague avec l'Europe occidentale - vont se développer. Ce que recherche à l'heure actuelle la Tchécoslovaquie « normalisée » par l'invasion soviétique d'août 1968, c'est de profiter de la pseudo-détente pour légitimer son existence sur la scène internationale.

En effet, le gouvernement actuel en Tchécoslovaquie est un gouvernement imposé aux peuples tchèque et slovaque par Moscou, qui ne peut tirer sa légitimité que d'une intervention

militaire et d'une occupation du pays par les troupes soviétiques. Pour imposer leur domination en Tchécoslovaquie, les soviétiques ont trouvé appui sur des Lubomir Strougal. Toute sa carrière politique au sein du PC(T) s'est faite à partir de 1958, quand il fut élu au comité central, puis devint ministre de l'intérieur, jusqu'en 1968. Là, il s'efface quelque temps, puis rejoint la clique de Dubcek. Après l'intervention des troupes soviétiques, il « s'accorde un temps de réflexion » puis se met au service de Moscou. Il « normalise » la Bohême-Moravie et contente ses employeurs qui le font élire au Comité Central, puis en font le chef du gouvernement d'un pays occupé. Il s'occupe aujourd'hui, après avoir « normalisé » son pays, de « normaliser » son existence diplomatique. Il cherche à l'étranger ce que les peuples tchèque et slovaque lui refusent : un soutien politique.

Camille NOËL

## le racisme sioniste

Un des aspects de la répression en Palestine occupée est la politique d'expropriation des habitants arabes au profit des colonies sionistes. Cette expropriation est légalisée par plusieurs lois, dont la loi sur les « absents-présents ». Voici comment Amitay Ben-Yena (intellectuel israélien) explique cette loi.

Aux termes de cette loi, toute personne qui a quitté son lieu de résidence - pour une période quelconque - entre le 29-11-1947 et 1-9-1-1948, pour rendre visite à quelqu'un ou vivre quelque part en dehors de la Palestine, ou dans un lieu de Palestine qui n'était pas administré par la loi juive, est considéré comme « absente » même si elle est présente en Israël, même s'il s'agit d'un citoyen normal, qui a le droit de vote. Tout ce qu'il possède - terres, maison, etc. - est confisqué par l'Etat d'Israël et remis à un « administrateur » spécial, le même, en fait qui administre les

biens des véritables absents : les réfugiés.

Mais comment fait-on d'un homme un « absent-présent » ? Au moyen d'une procédure juridique ? Sur la foi de preuves confirmées ? Non pas. Nous avons une façon particulièrement démocratique de voler les propriétés des arabes, ici en Israël. Il suffit, pour faire d'un homme un « absent-présent », d'une déclaration écrite de l'administrateur, certifiant que ledit administrateur (qui confisque la propriété et qui a, par conséquent, un intérêt direct à faire une telle déclaration) atteste que cet homme est un « absent-présent ». Parmi les articles de cette loi, il est un paragraphe particulièrement inique qui précise que l'administrateur n'a pas à rendre compte de la source des informations sur lesquelles il s'est fondé pour faire cette déclaration ; en fait, il n'a pas à les révéler. Simplement, il déclare, et il confisque.